



**LES JEUNES  
IHEDN**

**[RECHERCHE]**

# **LA COROLLAIRE TRUMP**

REACTIVATION D'UN IMPERIALISME AMERICAIN  
EN AMERIQUE DU SUD, OU RUPTURE AVEC LA  
TRADITION DIPLOMATIQUE DES ÉTATS-UNIS ?

LA DIPLOMATIE AMERICAINE EN AMERIQUE DU  
SUD SOUS L'ADMINISTRATION TRUMP II

**Par Ariel Beläisch**

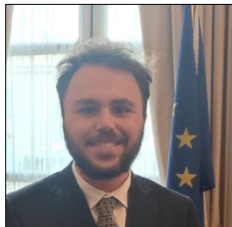


*Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.*

## À PROPOS DE L'ARTICLE

Depuis son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump mène en Amérique du Sud une politique extérieure marquée par la coercition économique, l'unilatéralisme assumé et le refus de toute multipolarité régionale. Cet article examine les ressorts de ce que l'on peut qualifier de « corollaire Trump » ou « doctrine Donroe » : en mobilisant l'arsenal des sanctions extraterritoriales contre Cuba et le Venezuela, en formulant une doctrine de « sécurité hémisphérique » explicitement dirigée contre l'influence chinoise, et en marginalisant systématiquement les cadres multilatéraux, l'administration Trump II réactive, avec les instruments du XXI<sup>e</sup> siècle, une tradition interventionniste qui s'inscrit dans la lignée des corollaires et des doctrines de ces prédécesseuses.

## À PROPOS DE L'AUTEUR



**Ariel Belaïsch** travaille dans une division géographique du ministère de l'Intérieur. Il s'intéresse particulièrement à la politique étrangère américaine et à la relation de défense Europe-États-Unis. Il a précédemment travaillé à la DGRIS comme apprenti au service Europe/Amérique du Nord.

Plus d'un an après le retour au pouvoir de Donald Trump, la politique extérieure américaine est marquée par l'emploi désinhibé de la force, l'interventionnisme croissant et le rejet assumé des cadres multilatéraux qui structuraient jusqu'alors l'ordre international. L'opération militaire lancée conjointement avec Israël contre l'Iran en février 2026 apparaît comme l'expression la plus directe de cette diplomatie agressive, fondée sur le seul rapport de force et l'unilatéralisme. Mais c'est en Amérique du Sud que cette nouvelle réalité de la politique extérieure américaine semble s'exprimer le plus, dans un espace où les Etats-Unis se perçoivent depuis deux siècles comme hégémonique et où ils demeurent encore aujourd'hui peu contestés.

Le 4 janvier 2026, Donald Trump ordonne l'enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro, accusé de narcoterrorisme et de violations répétées des droits de l'Homme. Depuis le début de l'année, l'administration américaine a renforcé les sanctions contre Cuba, durcissant les restrictions financières et commerciales ainsi que les mesures visant les livraisons de pétrole en provenance du Venezuela. L'objectif affiché est d'asphyxier économiquement le régime cubain, accusé de soutenir Maduro, et de le pousser aux négociations en vue d'une éventuelle libéralisation du pays, plus en ligne avec les ambitions américaines. Le durcissement des sanctions, en vigueur depuis le début de l'année, et la cessation des livraisons de pétrole vénézuélien a ainsi plongé l'île dans une crise énergétique majeure, avec des coupures de courant devenues très fréquentes et une colère populaire de plus en plus forte. Depuis janvier, seul un pétrolier russe chargé de pétrole brut a notamment été autorisé à accoster à Cuba<sup>1</sup>. Enfin, le 30 mars 2026, Pete Hegseth, secrétaire à la Défense, dévoile la stratégie de « Grande Amérique du Nord », prévoyant un « périmètre de sécurité » au sein duquel Washington exercerait une hégémonie militaire et économique sans partage, toute incursion

---

<sup>1</sup> Le Monde avec AFP. « Le directeur de la CIA en visite à La Havane pour rencontrer des responsables du gouvernement cubain », Le Monde {en ligne}, 15 mai 2026 {consulté le 15 mai 2026}. Disponible sur : [Le Monde](#).

d'une puissance rivale, notamment la Chine, étant considérée comme une atteinte directe<sup>2</sup> aux intérêts américains.

Cette nouvelle politique semble dessiner les contours d'une doctrine, dont les principes tiennent plus du XIX<sup>ème</sup> que du XXI<sup>ème</sup> siècle, que l'on peut qualifier de « corollaire Trump » : une réactualisation, forte des instruments du XXI<sup>e</sup> siècle, d'une tradition interventionniste américaine en Amérique du Sud et dans les Caraïbes. Mais s'agit-il d'une véritable rupture avec les pratiques diplomatiques récentes des États-Unis, ou d'une simple radicalisation de la politique extérieure du pays ? La brutalité de la méthode masque-t-elle une logique et des ambitions que les administrations précédentes partageaient, en des formes plus policées ? Pour répondre à ces questions, il convient d'examiner d'abord les caractéristiques contemporaines de cette politique coercitive, avant de la replacer dans le temps long de la doctrine Monroe et de ses successives actualisations, pour envisager enfin les perspectives de cette orientation stratégique au-delà de la présidence Trump.

## **Une nouvelle réalité impérialiste : le retour assumé de la diplomatie coercitive**

Cette nouvelle politique sud-américaine des Etats-Unis, qui vise à la sanctuarisation de l'hémisphère occidental par la force et le menace de son emploi, a deux objectifs principaux : d'abord, la lutte contre les trafics qui alimentent le marché américain, à des fins de politique intérieure ; mais surtout, l'affaiblissement ou l'empêchement du renforcement de la puissance chinoise, pour qui l'Amérique du Sud, continent historiquement marqué par des mouvements marxistes et anti-impérialistes, est susceptible de constituer une

---

<sup>2</sup> HEGSETH, Pete. « Remarks by Secretary of War Pete Hegseth at the Americas Counter Cartel Conference (As Delivered) », U.S. Department of War {en ligne}, 5 mars 2026 {consulté le 4 mai 2026}. Disponible sur : [U.S. Department of War](https://www.dhs.gov/secretary-of-war-pete-hegseth-remarks-at-the-americas-counter-cartel-conference).

tête de pont dans l'hémisphère occidental. Afin de remplir ces objectifs, l'administration Trump fonde son action sur le primat du rapport de force sur toute autre forme de régulation internationale. Là où les prédécesseurs du Président actuel, y compris ceux qui n'hésitaient pas à recourir à la pression économique, maintenaient une rhétorique multilatéraliste et préservaient les apparences de la concertation internationale, Trump assume la coercition comme outil premier de la diplomatie, à l'image de l'enlèvement du Président vénézuélien Nicolas Maduro en janvier 2026. L'Organisation des États américains (OEA), l'Organisation des Nations unies, les cadres régionaux comme la Communauté des États latinoaméricains et des Caraïbes (CELAC) ou MERCOSUR sont systématiquement marginalisés ou court-circuités, au profit d'une logique unilatérale où Washington doit fixer les règles et imposer sa volonté.

Au cœur de cette diplomatie coercitive se trouve la sanction économique, devenue l'arme centrale de la stratégie américaine en Amérique latine. Les régimes cubain et vénézuélien constituent les cibles privilégiées de cette politique d'asphyxie systématique : restrictions financières interdisant aux banques et entreprises étrangères de traiter avec ces pays, embargos commerciaux paralysant leurs exportations, pressions maximales sur les secteurs énergétiques... Cette stratégie n'est pas sans précédent mais elle est désormais déployée avec une intensité et une diversification inédites, ciblant simultanément plusieurs secteurs vitaux dans une logique d'accumulation des pressions.

L'un des traits les plus significatifs de cette nouvelle réalité impérialiste réside dans l'extraterritorialité revendiquée du droit américain. Les sanctions ne visent plus seulement les États cibles, mais également toute entreprise étrangère qui maintiendrait des relations commerciales avec les régimes adverses. Cette extension de la juridiction américaine au-delà des frontières nationales constitue une forme inédite de domination : Washington impose ses choix politiques à des

acteurs économiques qui n'ont pourtant aucun lien de subordination juridique avec les États-Unis. Les entreprises européennes actives dans le secteur pétrolier vénézuélien en ont fait l'expérience directe, contraintes de choisir entre le marché américain et leurs activités dans la région. Le cas du pétrolier français Maurel & Prom est à cet égard emblématique : lorsque Trump a révoqué en mars 2025 les licences des compagnies pétrolières étrangères travaillant au Venezuela, exemptions accordées par l'administration Biden pour leur permettre de poursuivre leurs activités malgré les sanctions, le groupe français s'est trouvé contraint de cesser ses opérations dans le pays, sans avoir violé le moindre accord bilatéral franco-américain<sup>3</sup>. Il fait aujourd'hui partie des six entreprises pétrolières autorisées à reprendre ses activités dans le pays sud-américain<sup>4</sup>. Un autre cas est celui de l'*Executive Order 14404*, signé par Trump le 1er mai 2026, concernant Cuba. Ce décret autorise l'imposition de sanctions secondaires contre les institutions financières étrangères engagées dans des transactions avec des entités cubaines désignées, et notamment avec le conglomérat militaire cubain GAESA, désigné comme cible prioritaire dès le 7 mai 2026. Tout établissement financier non américain, qu'il soit européen, asiatique ou latino-américain, s'expose désormais à des sanctions américaines pour toute « transaction significative » effectuée avec des entités cubaines dans les secteurs de l'énergie, des métaux et mines, de la défense ou des services financiers. Dans ces deux cas, c'est l'OFAC, le Bureau américain de contrôle des actifs étrangers, qui détient en dernier ressort le pouvoir de vie ou de mort commerciale sur des acteurs économiques souverains qui ne lui doivent pourtant aucune allégeance. L'extraterritorialité du droit américain et du dollar agit ainsi comme un moyen de coercition extrêmement puissant dans la région, sans qu'il puisse être remis en cause.

---

<sup>3</sup> Connaissance des Énergies avec AFP. « La licence de Maurel & Prom au Venezuela révoquée par les États-Unis ». Connaissance des Énergies (en ligne), 31 mars 2025 (consulté le 14 mai 2026). Disponible sur : [Connaissance des Énergies](#).

<sup>4</sup> La Tribune.fr. « Pétrole : le français Maurel & Prom va pouvoir reprendre ses activités au Venezuela ». La Tribune (en ligne), 19 février 2026 (consulté le 14 mai 2026). Disponible sur : [La Tribune](#).

Cette architecture coercitive s'inscrit dans une logique plus large de « sécurité hémisphérique » dont l'objectif central est d'empêcher l'ancrage durable de puissances rivales, au premier rang desquelles la Chine, en Amérique latine. Pékin a en effet considérablement renforcé sa présence dans la région au cours des deux dernières décennies : investissements dans les infrastructures portuaires, ferroviaires et énergétiques, accords commerciaux bilatéraux, prêts souverains aux États en difficulté financière. Au Pérou, la compagnie chinoise Cosco Shipping a ainsi construit le port en eau profonde de Chancay, inauguré en 2024, dont l'objectif est de réduire de dix jours le temps de trajet des conteneurs entre l'Amérique latine et la Chine et de donner à Pékin une présence logistique stratégique sur la façade pacifique du continent. En Argentine, la signature d'un mémorandum d'entente dans le cadre des « Nouvelles routes de la soie » en février 2022 a accompagné l'installation d'une base d'observation spatiale chinoise à Neuquén, ce qui illustre une pénétration chinoise en Amérique du Sud qui dépasse le seul registre commercial pour toucher à la souveraineté stratégique. En mai 2025, la Colombie est devenue le dernier pays en date à rejoindre l'initiative des Nouvelles routes de la Soie, alors que Washington avait contraint le Panama à s'en retirer sous pression diplomatique en février de cette même année. Pour les États-Unis, cette pénétration économique chinoise est perçue non comme un phénomène économique ordinaire, mais comme une forme d'ingérence dans son pré carré, préparant le terrain à une influence politique et militaire future. La stratégie de « Grande Amérique du Nord » formulée par Hegseth traduit cette angoisse en doctrine opérationnelle : la région doit être sanctuarisée, préservée de toute présence chinoise ou russe significative.

Ce principe semble également s'inspirer de la conception du monde du Président Poutine, pour qui les grandes puissances doivent pouvoir naturellement disposer

de sphères d'influence exclusives<sup>5</sup> (l'Ukraine et l'ex-espace soviétique pour la Russie). Trump, en réutilisant l'argumentaire et la vision du monde poutiniens, souhaite donc se « réaccaparer » la sphère d'influence naturelle des États-Unis qu'est le continent américain, dont l'hégémonie est nécessaire à la politique extérieure américaine. Là où Poutine voit dans le rapprochement des ex-républiques soviétiques et des satellites de l'URSS avec l'OTAN une forme d'ingérence et de menace existentielle à la survie de la Russie, Trump voit dans l'infiltration chinoise en Amérique du Sud une menace directe aux intérêts et à la sauvegarde des États-Unis.

Il convient toutefois de souligner ce qui distingue structurellement la corollaire Trump des formes classiques de l'impérialisme américain : l'hybridation des moyens de puissance. L'administration actuelle recourt beaucoup moins aux interventions militaires directes que ne le faisaient ses prédécesseurs des années 1980. L'enlèvement de Maduro, spectaculaire mais ciblé, ne s'accompagne pas d'un déploiement massif de troupes. C'est la combinaison du *hard power* économique (sanctions, embargos, pressions financières), de l'influence politique (soutien aux oppositions, financement d'ONG, manipulation de l'information) et de la menace militaire implicite qui constitue le cœur de la stratégie. Cette hybridation permet de maintenir une pression maximale tout en limitant les coûts politiques et humains associés aux interventions directes, leçon tirée des expériences irakienne et afghane, mais aussi des opérations militaires lancées par le Président Reagan dans les années 80 (Panama, Grenade...) Le Venezuela post-Maduro illustre cette forme de domination hybride : Delcy Rodriguez, bien qu'ancienne vice-Présidente de Nicolas Maduro, accepte un état de fait où le Venezuela agit comme un protectorat des États-Unis, pour qui la menace de coercition économique et militaire remplace la simple puissance militaire. Donald

---

<sup>5</sup> Anne Applebaum. « Anne Applebaum : Donald Trump défend une théorie des sphères d'influence, une idée qui plaît à la Russie et à la Chine ». RTS Info {en ligne}, 15 mai 2026 {consulté le 15 mai 2026}. Disponible sur : [RTS Info](https://www.rts.ch/info/anne-applebaum-donald-trump-defend-une-theorie-des-spheres-d-influence-une-idee-qui-plait-a-la-russie-et-a-la-chine).

Trump a déjà obtenu des résultats probants, au-delà de la capture réussie de Nicolas Maduro : le marché de l'énergie s'est largement libéralisé, l'Assemblée nationale vénézuélienne ayant notamment approuvé en janvier une réforme de la loi sur les hydrocarbures. Cette réforme, votée en échange d'un assouplissement de l'embargo américain sur les hydrocarbures vénézuéliens, permet désormais aux acteurs privés d'exploiter et commercialiser directement le pétrole vénézuélien<sup>6</sup>, là où, sous Maduro, la PVDSA, compagnie pétrolière du pays, contrôlait l'intégralité de la production et de la vente. De même, des élections, dont la date n'a pas encore été dévoilée, doivent être tenues prochainement. Concernant Cuba et le reste des pays d'Amérique du Sud, le Président américain a menacé au début de l'année de représailles tout pays souhaitant fournir ou vendre du pétrole à l'île caribéenne<sup>7</sup>. L'action du Président Trump se fonde ainsi sur un *hard power* utilisé sous toutes ses formes mais aussi sur la puissance de la menace, dans un hémisphère où la puissance américaine est inégalée.

Cette réalité contemporaine n'est pas pour autant sans précédent. Dès les années 1980, l'administration Reagan avait largement recouru à des instruments indirects, comme des sanctions économiques contre le Nicaragua sandiniste, le soutien à la Contra, le financement clandestin d'oppositions, en complément d'interventions militaires limitées comme l'invasion de la Grenade en 1983. La nouveauté de la corollaire Trump tient moins à l'invention de ces instruments qu'à leur systématisation, leur intensification et, surtout, à leur revendication publique et assumée comme doctrine. Ce que les administrations précédentes pratiquaient discrètement et pouvaient habiller de justifications juridiques ou humanitaires,

<sup>6</sup> Connaissance des Énergies avec AFP. « Le Venezuela ouvre au privé le secteur pétrolier : quels changements et quels avantages pour les États-Unis ? ». Connaissance des Énergies {en ligne}, 31 janvier 2026 {consulté le 14 mai 2026}. Disponible sur : [Connaissance des Énergies](#).

<sup>7</sup> Le Monde avec AFP. « Le directeur de la CIA en visite à La Havane pour rencontrer des responsables du gouvernement cubain ». Le Monde {en ligne}, 15 mai 2026 {consulté le 15 mai 2026}. Disponible sur : [Le Monde](#).

Trump le présente comme une politique légitime, naturelle et nécessaire à la protection des intérêts américains.

## **La réactivation de la doctrine Monroe et du corollaire Roosevelt : permanence d'une logique de domination hémisphérique**

Pour comprendre la corollaire Trump dans sa profondeur historique, il est indispensable de la replacer dans la longue tradition interventionniste américaine en Amérique latine, dont la doctrine Monroe constitue le fondement idéologique originel. Formulée en 1823 par le président James Monroe, cette doctrine affirmait le principe d'une exclusivité américaine sur l'hémisphère occidental : aucune puissance européenne ne saurait y étendre son influence ou y établir de nouvelles colonies sans se heurter à l'opposition des États-Unis. Présentée à l'origine comme un principe défensif, la doctrine Monroe allait rapidement devenir le fondement idéologique d'une hégémonie américaine qui n'avait plus rien de défensif.

La transformation de cette doctrine défensive en instrument d'expansion impériale fut l'œuvre de Theodore Roosevelt, qui formula en 1904 le corollaire qui porte son nom. Confronté à l'instabilité financière chronique de plusieurs républiques caribéennes et à la tentation des nations européennes d'intervenir pour recouvrer leurs créances, Roosevelt affirma le droit, voir le devoir des États-Unis d'intervenir dans les affaires intérieures des États latinoaméricains qui se révéleraient « incapables » de maintenir l'ordre ou d'honorer leurs obligations internationales. Ce corollaire conférait aux États-Unis un mandat autoproclamé de « gendarme de l'hémisphère », légitimant une série d'interventions militaires directes qui allaient marquer durablement les relations interaméricaines.

La politique du *Big Stick*, expression la plus directe de cette corollaire Roosevelt, inaugura une ère d'interventionnisme systématique que l'histoire a retenu sous le nom de *Banana Wars*. Entre 1898 et 1934, l'armée américaine intervint militairement à Cuba, au Panama, en Haïti, en République dominicaine, au Nicaragua et au Honduras. Ces occupations, parfois prolongées pendant plusieurs décennies, poursuivaient des objectifs convergents : protéger les intérêts économiques américains (notamment ceux des grandes compagnies fruitières comme la United Fruit Company, d'où le surnom de *Banana Wars*), stabiliser des régimes alliés, et prévenir toute influence européenne dans la région. Dès le début du XXe siècle, on trouve ainsi une logique de sphère d'influence exclusive. La Guerre froide réactiva cette logique, en la dotant d'une justification idéologique supplémentaire, la lutte contre le communisme. Le renversement du président démocratiquement élu Jacobo Árbenz au Guatemala en 1954, le soutien à l'invasion de la Baie des Cochons à Cuba en 1961, l'intervention militaire en République dominicaine en 1965, le soutien de la CIA aux coups d'État militaires au Brésil (1964), au Chili (1973) et en Argentine (1976), puis le financement des Contras nicaraguayens dans les années 1980 témoignent du fait que les États-Unis n'ont jamais accepté qu'un gouvernement latinoaméricain s'écarte significativement de leurs préférences politiques et économiques sans en payer un prix élevé.

La corollaire Trump s'inscrit explicitement dans cette filiation, en l'actualisant pour le contexte géopolitique du XXIe siècle. Le principal changement tient au remplacement de la menace soviétique par la menace chinoise comme justification de l'hégémonie américaine. Là où Roosevelt invoquait le désordre des républiques « incapables » et où les administrations de la Guerre froide invoquaient le péril communiste, Trump invoque la pénétration économique et stratégique de Pékin, en même temps que la lutte contre les trafics à des fins de politique interne, pour légitimer une présence américaine totale et exclusive dans

la région. La logique préventive est ainsi d'agir avant qu'un rival ne s'implante durablement, avant que les rapports de force ne se renversent de façon irrémédiable, qu'importe le droit international ou les traités antérieurs.

Le refus de la multipolarité régionale constitue ainsi le fil conducteur historique de la diplomatie américaine dans la région, de Monroe à Trump en passant par Roosevelt. Dans les trois cas, la doctrine américaine postule que l'Amérique latine appartient à la sphère d'influence américaine, et que toute puissance extérieure qui chercherait à y jouer un rôle significatif se heurterait à une opposition fondamentale des États-Unis. Les investissements chinois dans les ports péruviens, les prêts de Pékin aux États caribéens, les accords commerciaux avec les économies andines sont perçus par Washington exactement comme l'étaient les ambitions coloniales européennes en 1823, à savoir une ingérence intolérable dans ce que les Américains considèrent, implicitement ou explicitement, comme leur arrière-cour.

La différence fondamentale entre la corollaire Roosevelt et la corollaire Trump tient aux instruments privilégiés. Roosevelt devait tenir compte des puissances européennes et des limites de la puissance américaine, encore bourgeonnante au début du XX<sup>ème</sup> siècle. Trump dispose quant à lui d'une capacité militaire inégalée et d'un arsenal économique et financier d'une puissance sans précédent. Ces instruments permettent d'exercer une pression comparable à celle d'une occupation militaire, sans en supporter les coûts politiques et humains. En ce sens, la corollaire Trump n'est pas plus agressive que celle de Roosevelt, mais plus sophistiquée et surtout, soutenue par une puissance américaine inégalable.

La corollaire Trump peut également s'appuyer sur la « vague conservatrice » qui déferle depuis le milieu des années 2010 sur l'Amérique latine. Malgré le départ du pouvoir du Président brésilien Jair Bolsonaro en 2022, alors parmi les partenaires privilégiés de Trump dans la région (il s'exilera d'ailleurs en Floride à

la fin de son mandat), le Président américain peut aujourd'hui compter sur un ensemble de pays sud-américains alignés, ou du moins favorables, à sa politique. Le Chili et l'Argentine apparaissent comme les deux pays les plus potentiellement alignés sur la politique du Président américaine : Javier Milei, Président de l'Argentine, s'inspire directement des méthodes trumpiennes en politique intérieure, et semble suivre son homologue américain en politique extérieure, en rejoignant notamment le Conseil de la Paix,<sup>8</sup> organisation souhaitée par Trump pour être une alternative à l'ONU ; le Président chilien José Antonio Kast pourrait également s'aligner sur la diplomatie américaine, notamment dans le cadre de la lutte que se livrent États-Unis et Chine au sujet des métaux stratégiques (cuivre, lithium, argent, molybdène notamment) dont le Chili est l'un des premiers producteurs<sup>9</sup>. D'autres pays moins influents de la région, comme le Salvador de Nayib Bukiele, le Costa Rica de Laura Fernandez Delgado, ou encore l'Équateur de Daniel Noboa pourraient également constituer des relais de la puissance américaine dans la région et y renforcer son hégémonie, en permettant à la corollaire Trump de se déployer via des accords et de verrouiller le continent aux ambitions chinoises.

## Quel avenir pour la corollaire Trump après Trump ?

La question de la pérennité de la corollaire Trump mérite d'être posée avec sérieux. Phénomène conjoncturel lié à la personnalité d'un président hors norme, ou expression d'une transformation structurelle plus profonde de la politique étrangère américaine ? Deux lectures s'affrontent. La première mise sur les contre-pouvoirs institutionnels, comme le Congrès, la Cour suprême, le département d'État et sur le cycle électoral pour corriger les excès les plus

<sup>8</sup> The Straits Times. « Milei, Erdogan invited to join Trump's Gaza 'Board of Peace' ». The Straits Times {en ligne}, 17 janvier 2026 {consulté le 15 mai 2026}. Disponible sur : [The Straits Times](#).

<sup>9</sup> VARGAS, Victor. « Le président du Chili José Antonio Kast, l'allié de Donald Trump dans la course aux métaux stratégiques de son pays face à la Chine ». Le Monde, 20 mars 2026 {consulté le 15 mai 2026}. Disponible sur : [Le Monde](#).

flagrants de la politique trumpienne. La seconde, plus sombre, rappelle qu'Obama recourait déjà aux drones et aux sanctions extraterritoriales, que Biden a maintenu l'essentiel du protectionnisme antichinois de son prédécesseur, et que le Congrès, toutes tendances confondues, n'a jamais hésité à renforcer les sanctions contre Cuba ou le Venezuela. Dans cette lecture, Trump n'est pas la cause de cette évolution impérialiste mais bien le symptôme le plus visible.

À cette incertitude interne s'ajoute la résistance croissante des États de la région. Le Brésil de Lula, le Mexique de Sheinbaum, la Colombie de Petro diversifient activement leurs partenariats, tandis que la Chine poursuit ses investissements avec une détermination que Washington peine à égaler. L'avenir de la corollaire Trump se jouera ainsi sur ce double front : celui des tendances profondes de la politique et de la diplomatie américaines, et celui de la capacité des États latinoaméricains à s'émanciper d'une hégémonie de moins en moins acceptée.

## Conclusion

Il convient de replacer la corollaire Trump dans le temps long de la géopolitique américaine. Loin de représenter une rupture radicale avec la tradition diplomatique des États-Unis, elle en constitue la réactivation, avec les moyens du XXI<sup>e</sup> siècle, d'un impérialisme aussi ancien que la politique extérieure américaine elle-même. Le *hard power* économique et commercial, les sanctions extraterritoriales, la logique de sécurité hémisphérique sont des instruments nouveaux au service d'une ambition ancienne visant à maintenir l'Amérique latine dans une sphère d'influence exclusive, de prévenir l'implantation de toute puissance rivale et d'imposer aux États de la région les préférences politiques et économiques de Washington.

La corollaire Trump est en ce sens plus une radicalisation qu'une invention. Elle assume publiquement ce que ses prédécesseurs pratiquaient discrètement et

revendique comme base de la politique extérieure américaine ce que les administrations précédentes présentaient comme des réponses ponctuelles à des crises particulières. Trump n'a pas inventé les sanctions contre Cuba ou le Venezuela, ni l'usage extraterritorial du droit américain, ni la logique préventive face à l'influence chinoise, mais les a érigés comme une corollaire et une doctrine structurelle de la politique américaine en Amérique du Sud. En ce sens, la corollaire Trump apparaît bien plus comme une « corollaire Roosevelt II » qu'une véritable rupture dans la tradition diplomatique américaine.

La question qui demeure ouverte est celle de la durabilité de ce système. L'Amérique latine du XXI<sup>e</sup> siècle n'est plus celle des *Banana Wars*. Elle dispose de marges de manœuvre plus grandes, de partenaires alternatifs comme l'Union européenne, et d'une conscience commune renforcée. Par ailleurs, les États-Unis pourraient ne pas être en mesure à moyen et long-terme de maintenir un niveau d'engagement aussi élevé simultanément en Europe, au Moyen-Orient et en Asie, compte tenu de leurs priorités que sont le soutien à l'Ukraine et aux alliés européens, la confrontation avec l'Iran, et le maintien du soutien à Taïwan, lesquelles pourraient les conduire à une situation de surcharge stratégique et à un risque d'escalade directe avec la Chine dans le dernier. Face à ces centres de crises, l'Amérique du Sud, bien qu'historiquement centrale dans la politique extérieure des États-Unis, pourrait perdre son importance pour les prochains décideurs stratégiques américains, ce qui conduirait logiquement à l'abandon de la corollaire Trump et au retour d'une diplomatie nécessairement moins agressive. L'avenir de la corollaire Trump dépendra donc autant de la volonté et des priorités des prédécesseurs du Président actuel que de la capacité des États sud-américains à résister, à diversifier et à construire un ordre régional moins unilatéralement défini.



[publication@jeunes-ihedn.org](mailto:publication@jeunes-ihedn.org)